



Les personnes interpellées à ce jour dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du journaliste Martinez Zogo ne sont que de seconds couteaux, l'idée étant de noyer le poisson, le temps que les Camerounais passent à autre chose, as usual !!!

En attendant que le ministre de la Justice camerounais Laurent Eso porte plainte contre Reporters Sans Frontières pour laver son honneur... "diffamé", Cameroonvoice est en mesure d'affirmer que les personnes interpellées à ce jour dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du journaliste Martinez Zogo ne sont que de seconds couteaux, l'idée étant de noyer le poisson, le temps que les Camerounais passent à autre chose, as usual !!!

Ne pas avoir jusqu'ici désigné nommément ceux qui ont tué Martinez Zogo ne tient nullement de l'ignorance de leur identité. Seule la peur d'être assassiné (le risque est bien plus réel qu'on ne le croit, que d'autres journalistes y passent ces jours-ci, afin que le message de la terreur envisagé par les "journalicides" soit véritablement assimilé par leurs destinataires, empêcheurs de fossoyer en paix), d'une part, et d'autre part, le risque que le dénonciateur soit envoyé en prison où il sera assassiné comme Bibi Ngota en 2010^(*), commandent les semi révélations suivies de spectaculaires rétractations que l'on entend et observe ça et là.

Les journalistes ne peuvent donc malheureusement que sacrifier au rituel de la prudence peureuse ou de la peur prudentielle, en ne désignant personne nommément, quoi que ne

sachant que trop, toute présomption d'innocence considérée, quelles personnes devraient déjà être derrière les barreaux, en attente ne serait-ce que d'être... innocentées, pour peu que, ne serait-ce que pour des besoins d'enquête, donc de recherche/restitution de la vérité sur cette scabreuse affaire, l'on se fiait un tant soit peu aux indices palpables -et c'est le fonds qui manque le moins- sur leur identité.

Le premier de ces indices d'implication d'un tel ou de tel autre, on ne le répétera jamais assez et on ne fera à aucun procureur ou à aucun officier de police judiciaire l'injure de le lui apprendre, étant le fait que le journaliste, filé et enlevé le soir du 17 janvier 2023 puis retrouvé mort cinq jours plus tard, était en délicatesse avec des personnes sulfureuses qu'il avait mises en cause de manière répétitive dans une affaire de détournements à répétition de deniers publics en dizaines de milliards ;

Le deuxième indice tient de la réputation sulfureuse des personnalités fortement soupçonnées, lesquelles présentent des antécédents de soupçons d'assassinat bien connus aussi bien du public lambda que de la justice et de la police (assassinat de Bryan Formbor ainsi puni pour avoir voulu révéler des pratiques homosexuelles, tentative d'assassinat par empoisonnement de Hubert Franck Ateba...). Apathie

Le troisième indice est le fait que le journaliste assassiné ait été "teasé", neutralisé et kidnappé devant une brigade de gendarmerie dont les occupants ne lui ont pas prêté le moindre secours malgré le fait qu'il avait enfoncé leur clôture pour attirer leur attention, et embouti le véhicule de ses poursuivants –probablement pour les ameuter-. Or l'apathie fasse à une offense aussi bruyante n'est pas typique du gendarme camerounais. Personne, même pas un gendarme nouvellement recruté ne nous démentira lorsque nous affirmerons que si en voulant jeter une pierre à un taquin quelconque un individu laissait tomber sa pierre par inadvertance sur le mur de la gendarmerie, c'est une troupe de pandores furieux qui déboulera sur lui, pistolets automatiques au poing et kalachs en mains, pour se saisir du malotru et le rosser jusqu'à l'évanouissement, avant de lui demander le mobile de son acte. On imagine donc ce qui se passerait si quelqu'un venait heurter violemment de son véhicule le mur de la gendarmerie. Et pourtant, ce triste soir-là, malgré le "boucan" de Martinez, aucun gendarme n'a pointé le nez pour s'enquérir de la situation, qui plus est, alors que des gens qui n'ont pas les moyens et les pouvoirs des gendarmes affirment avoir entendu l'homme traqué appeler les gendarmes à l'aide en criant à haute voix : « Sauvez-moi, ils veulent me tuer ». Si ce n'est pas une participation tacite au plan d'élimination du présentateur de l'émission "Embouteillage" sur Amplitude FM, ça y ressemble à tous points de vue. Mais nous disons cela, et nous ne disons rien

Bien plus, selon des révélations faites par des journalistes, observateurs et lanceurs d'alertes, la cruauté de la mise à mort de Martinez Zogo, révèle à elle seule, du fait de sa similitude avec le mode opératoire de certains crimes commis au Cameroun ces trente dernières années au Cameroun Engelbert Mveng, Sœurs de Djoum, Yves Plumey, Mgr Jean-Marie Benoît Balla, Bryan Formbor... la signature des commanditaires et des exécutants.

Malgré tous ces indices, et malgré le rapport de la très crédible organisation de défense des droits des journalistes et de la liberté de la presse Reporters Sans Frontières, on sert encore au public du menu fretin... pour des besoins d'enquête. Tout simplement parce que les vrais

assassins (commanditaires ou donneurs d'ordre) sont d'intouchables incarnations de Méphistophélès, le Prince des ténèbres;

Cameroonvoice